
LES PAYSANS QUI ONT FUI LE SALVADOR

par Jeremy Adelman

Le 16 juillet 1981, j'atterrissais à San José au Costa Rica. Après avoir parcouru l'Amérique du Sud pendant huit mois, j'étais épuisé et devenu presque insensible à la pauvreté et à la tragédie qui m'entouraient. La perspective d'un bref séjour au Costa Rica me remplissait de joie.

Le lendemain, 17 juillet, marquait le deuxième anniversaire du renversement du régime Somoza au Nicaragua. La célébration de l'événement à San José, qui me permettait de mieux comprendre la situation au Nicaragua, allait peut-être me redonner espoir. Il me tardait aussi de renouer avec mon oncle qui habitait une collectivité Quaker juchée dans les hautes terres du Costa Rica.

J'ai connu effectivement des moments touchants. Je me rappelle encore le sourire timide de la vieille Salvadorienne à qui je livrais une nouvelle table et le gamin qui refusait de nouer ses lacets de souliers en insistant pour que le "gringo" lui montre comment faire. Ces bons moments n'ont pas réussi à dissiper mon désespoir pour la vie d'un si grand nombre de Latino-Américains, surtout les réfugiés du Salvador, avec qui j'ai travaillé dans un petit camp au nord du Costa Rica.

Les Quakers envoient au camp les fonds recueillis en Amérique du Nord et en Europe et, à l'occasion, des bénévoles. À titre de représentant des Quakers, mon oncle a apporté l'argent au camp, et nous sommes tous les deux restés comme bénévoles.

Le petit camp de Los Angeles ne compte que trois cents personnes et a été le premier camp permanent à être construit après la reconnaissance par le Haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés de l'existence à long terme de réfugiés en Amérique centrale et aux Antilles. À première vue, l'emplacement du camp semblait idéal. Niché au creux d'une petite vallée au beau milieu de la chaîne de montagnes de faible altitude, qui sépare l'Atlantique du Pacifique, le camp bénéficiait d'une terre relativement fertile et d'un climat assez tempéré. Ce secteur de la province peu peuplée de Guanacaste se caractérise par une productivité assez faible et se trouve suffisamment éloigné des marchés pour permettre au HCNUR d'acheter à bon prix des terres pour ses camps. Autre avantage, le camp est suffisamment éloigné des grands centres du pays pour minimiser les conflits éventuels entre la population et les réfugiés.

Cependant, comme bien des camps de réfugiés, Los Angeles a été construit à la hâte pour répondre à une situation d'urgence, et le manque de planification et de coordination a provoqué des problèmes. Les habitations et les systèmes d'égouts et de drainage ont été mal aménagés et, après plus d'un an, les réfugiés n'ont toujours pas l'eau courante.

Par temps normal, on ne peut emprunter la route qui relie la côte du Pacifique au camp qu'avec un véhicule tout-terrain. Pendant la saison des pluies, les chemins de terre

... ET DU CÔTÉ DES ÉTATS-UNIS: LA RÉACTION DU CANADA

Depuis janvier 1980, un nombre évalué à près de 100,000 réfugiés salvadoriens ont demandé l'asile aux États-Unis. Si l'on en croit les groupes des droits de la personne et les institutions religieuses aux États-Unis, l'accueil qu'on réserve à ces gens consiste à les incarcérer dans des camps de détention, à les déporter au Salvador ou à les forcer de signer un ordre de départ volontaire ou "voluntary departure order." Dans la plupart de cas, ils ignorent l'existence de la politique qui leur permet de réclamer le statut de réfugié (une politique américaine qui s'apparente à celle du Canada). En tant que détenues et à moins qu'ils soient en mesure de défrayer le coût de leur cautionnement, ils ne peuvent avoir accès à ce genre de renseignement ou faire appel à un avocat pour déposer en leur nom une requête auprès des autorités.

En mai dernier, un groupe d'avocats présentait une série de mémoires au gouvernement américain dans lesquels ils demandaient qu'un droit de séjour prolongé ou "extended voluntary departure" soit accordé aux réfugiés salvadoriens pour leur permettre de demeurer aux États-Unis jusqu'à ce que la situation au Salvador soit devenue stable. Ils soulignaient en outre que la politique américaine sur les réfugiés nuisait aux relations que les États-Unis entretiennent avec des pays qui tels que le Canada, ont démontré beaucoup plus de compassion envers les réfugiés salvadoriens: "Au cours d'un débat parlementaire, le ministre canadien de l'Immigration a proposé d'accueillir les réfugiés salvadoriens déportés par les États-Unis - un parfait exemple de l'embarras dans lequel nous nous trouvons vis-à-vis un pays allié, en refusant de faire face à cette situation critique."

Examinons de plus près la réaction du Canada vis-à-vis cette violation du principe international de non-refoulement. Le 3 avril 1981, au cours d'une séance de questions à la chambre des communes, Pauline Jewett soulevait le cas de deux réfugiés

salvadoriens qui, entrés illégalement aux États-Unis, avaient été renvoyés dans leur pays et celui d'un autre réfugié appelé à subir le même sort. Elle se demandait s'il ne serait pas possible, à la lumière d'une politique d'accueil récemment assouplie à l'endroit des Salvadoriens, d'accueillir ces réfugiés au Canada plutôt que de les voir repartir vers leur pays où une mort certaine les attend. Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration, M. Lloyd Axworthy, se montra favorable à cette suggestion mais fit remarquer que la situation se trouvait compliquée du fait que les réfugiés se trouveraient alors dans un "troisième pays." Il fut donc décidé que le ministre des Affaires extérieures, M. Mark McGuigan, rencontrerait son homologue américain afin de trouver une solution équitable à ce problème.

Ces discussions donnèrent lieu à une redéfinition de la politique canadienne de l'immigration concernant les réfugiés salvadoriens aux États-Unis. Dès lors, tout réfugié salvadorien, aidé d'un parent ou appartenant à la catégorie de la famille pourra venir au Canada quelque soit son statut.

De plus, ces mesures exceptionnelles seront valables non seulement en ce qui concerne les Salvadoriens venus d'Amérique centrale, mais aussi pour ceux en provenance des États-Unis: toute personne ayant un parent au Canada et désirant être admise en tant que réfugié n'a qu'à adresser sa requête au consulat canadien le plus près de chez elle. M. Axworthy a cependant fait remarquer dans un communiqué au Comité inter-églises pour les réfugiés, qu'à l'exemple du Canada, les États-Unis utilisent un système d'évaluation visant à assurer que tout réfugié menacé de persécution dans son pays ne soit pas forcé d'y retourner. Il hésiterait donc à considérer la demande d'un réfugié jugé inadmissible et déporté par les États-Unis.

Il ne faudrait pas après tout donner foi aux remarques de ces avocats américains par notre trop grande générosité.



L'arrivée au camp de réfugiés de Los Angeles.

et l'attitude souvent arrogante des travailleurs de la Croix Rouge envers les réfugiés aggrave le problème. Ils s'ensuit des conflits quant à l'orientation générale à donner aux activités quotidiennes du camp.

Par exemple, les réfugiés avaient semé une grande variété de cultures dans le cas d'un projet agricole qui avait fait naître chez eux l'espoir de subvenir eux-mêmes à leurs besoins alimentaires. Ils se sont vite rendu compte que pour augmenter même légèrement les réserves alimentaires, ils devaient travailler sur une plus grande échelle. Mais la Croix Rouge hésitait à leur donner plus d'argent pour qu'ils achètent plus de semences, car elle accordait une plus grande priorité à l'amélioration des routes que ses employés empruntaient souvent. Heureusement mon oncle a défendu la cause des Salvadoriens et persuadé la Croix Rouge de fournir les fonds nécessaires.

Le manque de coordination pose un problème tant parmi les réfugiés que parmi ceux qui leur viennent en aide. Les gens sont souvent oisifs malgré tout le travail qu'il y a à faire. Je crois pour ma part qu'au fond les réfugiés n'ont aucun intérêt à améliorer les camps, parce qu'ils veulent rentrer chez eux. Ces gens qui, jusqu'à la guerre, avaient vécu depuis des générations dans les mêmes collectivités agricoles n'ont pratiquement rien d'autre en tête.

De toute évidence, il fallait que la situation soit très grave pour arracher ces paysans à la terre qui leur était si chère et les amener à chercher la sécurité dans un endroit aussi désolé qu'un camp de réfugiés. Directement menacés par le terrorisme des groupes militaires et paramilitaires et incapables de gagner leur vie parce que toute production agricole a cessé, les paysans du Salvador sont devenus des victimes typiques que de violents conflits ont déracinées. Bien entendu, ces réfugiés se trouvent, toutes proportions gardées, dans une meilleure situation que bien d'autres: tous ceux à qui j'ai parlé avaient perdu au moins un parent ou un ami.

Dans ce contexte, les allégations que l'on entend parfois

... suite en bas de la page 6.

et le camp lui-même se transforment en mer de boue. Chaque famille ne dispose que d'une pièce que la boue envahit également; il y en a dans la cuisine, dans les lits, partout. Les chaussures sont inutiles, puisqu'elles sont tout de suite détrempées, et les Nations Unies ne fournissent pas suffisamment de bottes.

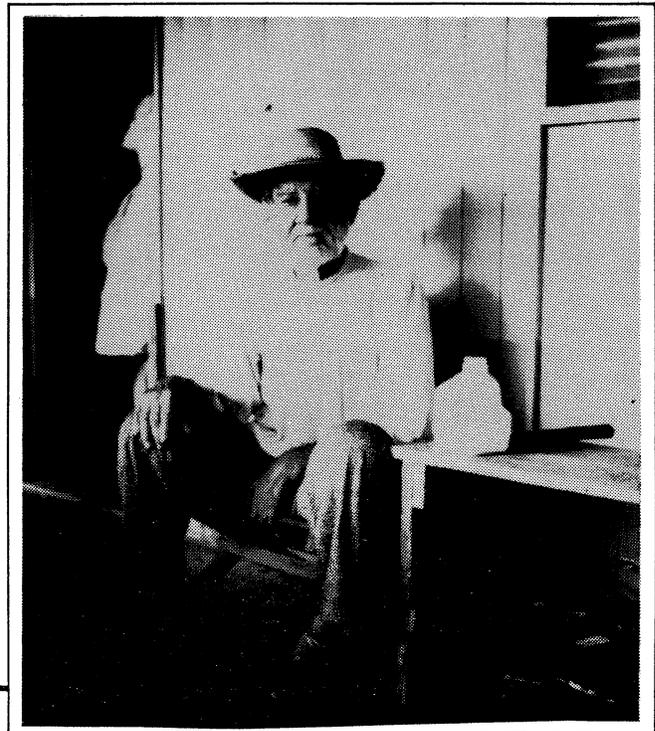
Le manque d'installations sanitaires oblige les gens à faire leurs besoins là où ils le peuvent. Comme les enfants jouent un peu partout, les infections se propagent rapidement.

Il n'y a pas de clinique au camp. Les coupures ou blessures mineures ne sont pas traitées, mais, dans les cas plus graves, les réfugiés peuvent aller se faire soigner dans une ville située à une heure de route du camp. C'est la Croix Rouge qui transporte les malades, mais avec de plus en plus de réticence, puisque les réfugiés en profitent à l'occasion pour acheter de la nourriture ou des épices à la ville s'ils ont quelque argent.

Les politiques locales ajoutent aux difficultés matérielles. Le Costa Rica traite les réfugiés du Salvador de façon beaucoup plus humaine que le Honduras ou le Guatemala. En effet, ils n'y sont ni exploités, ni maltraités. Malgré l'appréhension croissante que suscite la situation en Amérique centrale et les problèmes internes grandissants, le Costa Rica ouvre ses portes aux Salvadoriens, mais ne leur accorde pas de permis de travail. Les réfugiés qui ont de l'argent, habituellement des travailleurs spécialisés et des chefs de file des collectivités, sont autorisés à habiter les villes. Par conséquent, les camps comptent surtout des paysans souvent démunis de compétences et de ressources matérielles.

Des gens pourtant de bonne volonté ne contribuent pas toujours à améliorer la situation. Même si le HCNUR s'occupe de la coordination des camps de réfugiés au Costa Rica, il en a délégué l'administration à la Croix Rouge de ce pays et a confié certaines tâches à quelques travailleurs sociaux rémunérés du Costa Rica et du Salvador. La jalousie et les rivalités enveniment les rapports entre la Croix Rouge et les travailleurs sociaux,

Un vieillard racontait qu'il avait essayé de demeurer à la plantation de café ou il avait vécu toute sa vie longtemps après que son propriétaire eut cessé de le rémunérer pour son travail. Puis son frère a été tué et lui et sa famille ont fui.



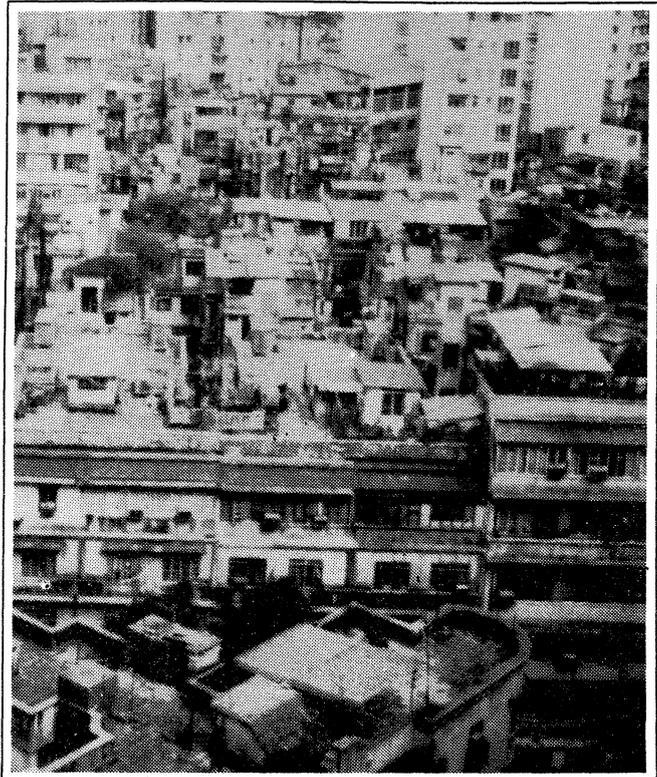
ÉTABLISSEMENT DES RÉFUGIÉS À TRAVERS LE MONDE

HONG KONG

S'il faut en croire la plupart des analyses de la situation globale des réfugiés dans le Sud-est asiatique, la ville de Hong Kong n'est qu'un asile provisoire. 9,400 réfugiés y ont pourtant été accueillis en permanence au cours des 6 dernières années et bon nombre ont reçu la permission officielle d'emménager chez des parents ou amis. Ces gens ont peu de difficultés à trouver du travail, bien qu'ils doivent souvent se contenter de salaires inférieurs à la moyenne; de fait, même les réfugiés en camps de transition ont la permission de travailler en attendant leur rétablissement dans un autre pays. Le Cantonais leur étant familier, le problème d'apprentissage de la langue ne se pose donc pas; de plus, Hong Kong possède déjà une assez importante communauté vietnamienne. Mais la densité de la population actuelle est estimée à 5,000 personnes au kilomètre carré et les réfugiés accueillis par des parents ou amis doivent souvent partager une pièce avec 10 ou 12 autres personnes. Le problème le plus pressant pour les réfugiés de Hong Kong en est donc un de surpopulation; c'est d'ailleurs en regard de cette situation alarmante que Karl Stumpf du "Hong Kong Christian Service" faisait cet appel urgent:

"Au cours des 5 dernières années, Hong Kong a accueilli environ 90,000 réfugiés vietnamiens. Presque tous avaient fait la traversée à bord de frêles embarcations. Tous ont été accueillis, aucun d'entre eux n'a été renvoyé à la mer où des milliers de leurs semblables ont dû périr.

Le taux de rétablissement de ces réfugiés est cependant peu élevé si on le compare à celui d'autres pays d'accueil en Asie où les bateaux des réfugiés sont détournés et où les réfugiés sont maltraités. On peut donc comprendre pourquoi les citoyens de Hong Kong en sont venus à conclure qu'en aidant les réfugiés et en



partageant avec eux le peu d'espace que nous possédons, selon la charte des droits de la personne, Hong Kong a été gravement pénalisé.

Les conditions de vie dans les camps de fortune surpeuplés où les réfugiés sont entassés dans des lits superposés en triple, ne peuvent être tolérées que pour un temps limité. La ville de Hong Kong est reconnaissante de l'aide qu'elle a reçue de la communauté internationale par le passé, mais nous implorons le Canada et les autres pays de mettre un terme à la misère de ces milliers de gens qui attendent dans des conditions de vie déplorables le jour où ils pourront enfin plier bagage et s'embarquer vers une terre nouvelle et une nouvelle vie."

Fuite des Salvadoriens . . . suite de la page 5.

de certains idéologues d'ici et portant que les réfugiés dans les camps se préparent à rentrer au Salvador pour y édifier une "nouvelle société" tournent à l'absurde. C'est la subsistance et non l'utopisme qui se trouve au coeur des préoccupations des réfugiés dans les camps situés à la périphérie du Salvador. Ces paysans réclamant leurs terres, leurs traditions et leur gagne-pain. D'aucuns prétendent qu'ils sont motivés par une idéologie politique; c'est là le genre de fausse logique qui sert de "prétexte" aux forces militaires pour faire des incursions dans les camps, plus particulièrement au Honduras, et qui permet au gouvernement des États-Unis de justifier l'intervention militaire.

En outre, cette fausse logique camoufle le véritable motif de la répression des réfugiés par les militaires: la crainte que les réfugiés ne finissent par exploser. Les paysans sont profondément traditionalistes, et l'ébranlement de leurs vieilles structures entraîne de sérieuses répercussions. De fait, la cause principale des révoltes paysannes en Amérique Latine, qu'il s'agisse du

Tupakamaru, de la révolution mexicaine ou de La Violencia en Colombie, c'est généralement le déplacement des paysans provoqué soit par les politiques gouvernementales de réforme agraire, soit par la mainmise des grands propriétaires terriens sur leur terres. leur contestation de l'autorité ne tient pas à quelque idéalisme, mais bien à leur déracinement forcé.

Telle est la crainte réelle des militaires du Salvador. Au camp, les réfugiés s'agitent de plus en plus au fur et à mesure que s'intensifie leur désir de rentrer chez eux. Je suis d'avis que ce groupe traditionaliste et conservateur de plus en plus poussé à bout finira par jouer un rôle beaucoup plus marqué dans la lutte qui ébranle le Salvador, surtout lorsque l'on tient compte de l'histoire sanglante de ce pays.

C'est dire que les idées fausses que l'on véhicule au sujet des camps provoquent ici des impressions déformées qui à leur tour gauchissent l'élaboration de notre politique. Nous pouvons éviter de jeter de l'huile sur le feu en étant plus sensibles et attentifs aux vraies préoccupations des réfugiés. □